

Raymond Aron et la théorie des relations internationales

In: Politique étrangère N°4 - 1983 - 48e année pp. 841-857.

Citer ce document / Cite this document :

Hoffmann. Raymond Aron et la théorie des relations internationales. In: Politique étrangère N°4 - 1983 - 48e année pp. 841-857.

doi : 10.3406/polit.1983.5707

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1983_num_48_4_5707

Stanley HOFFMANN *

RAYMOND ARON ET LA THÉORIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

L'ampleur de l'œuvre de Raymond Aron a toujours fait le désespoir de ses commentateurs — et de ses disciples. On peut s'attendre à la publication de divers textes inédits ; néanmoins, hélas, cette œuvre est désormais achevée. Ce qui devrait permettre d'étudier enfin, en profondeur, la contribution scientifique qu'elle a apportée — de séparer en quelque sorte les deux activités que Raymond Aron a menées de concert et a souvent entremêlées : l'activité proprement journalistique, commentaires d'une actualité qu'il se sentait le devoir d'élucider et d'interpréter, et l'activité du théoricien, philosophe de l'histoire, sociologue des sociétés contemporaines, ou critique de la pensée politique et sociale des grands auteurs.

La note qui suit n'a d'autre objet que de résumer brièvement ce qui me semble avoir été la contribution scientifique de Raymond Aron à la théorie des relations internationales. Je ne parlerai donc guère d'ouvrages, ou de parties d'ouvrages, qui relèvent avant tout du commentaire de l'actualité, ni même de ce qui, dans son œuvre, prend la forme du récit historique (comme la majeure partie de *République impériale*) ; je ne dirai rien non plus du premier volume de *Clausewitz* qui appartient au vaste domaine de la critique des grands auteurs. Je ne recommencerai pas non plus l'analyse détaillée de *Paix et guerre* que j'avais publiée peu après la sortie de ce maître livre [1].

Il n'est pas possible de se livrer à cette étude sans être frappé par l'originalité de l'apport de Raymond Aron. Par rapport aux travaux français antérieurs, avant tout : en gros, jusqu'au début des années 50, la politique extérieure et les rapports entre les Etats étaient du ressort des historiens, des juristes, dans une moindre mesure des économistes. C'est Raymond Aron qui, dans ce pays, a véritablement créé une discipline autonome des relations internationales, située au carrefour de l'histoire, du droit, de l'économie, mais aussi de la science politique et de la sociologie, et caractérisée

* Professeur de civilisation française et président du Centre d'études européennes à l'Université de Harvard.

par ce que l'on pourrait appeler un ensemble cohérent et rigoureux de questions, qui tendent à rendre intelligibles les règles constantes et les formes changeantes d'un type original d'action : celui que mènent sur la scène mondiale les représentants des unités, diplomates et soldats, autrement dit la conduite diplomatico-stratégique. Les lois et modalités de cette conduite faisaient déjà, à la même époque, l'objet de travaux importants aux Etats-Unis, et Raymond Aron n'a jamais cessé, dans ses livres et articles, de dialoguer avec ses collègues d'outre-Atlantique (en particulier Hans Morgenthau, l'émigré allemand dont l'influence fut si forte dans son pays d'adoption, à la fois sur les universitaires et sur les praticiens, Henry Kissinger — qui a été l'un et l'autre — tout particulièrement). Mais, par rapport aux spécialistes américains des relations internationales, l'originalité de Raymond Aron éclate aussi : comme nous le verrons, son coup d'œil est plus vaste, ses constructions sont plus souples (ce qui lui fut parfois reproché par des esprits avides de certitudes...), et ses analyses ont parfois précédé celles d'outre-Atlantique.

II

L'ambition de Raymond Aron est à double face — par un paradoxe fort caractéristique, sa pensée est à la fois audacieuse et modeste. L'audace apparaît dans la volonté même de présenter une théorie générale, en partant de ce qui fait la spécificité des relations internationales : « la pluralité des centres autonomes de décision, donc du risque de guerre » [2], ou encore « la légitimité et la légalité du recours à la force armée de la part des acteurs » [3]. Il en découle, en premier lieu, une règle impérative de conduite pour ceux-ci : « la nécessité du calcul des moyens » [4] ; en second lieu, les six questions fondamentales pour l'étude des constellations diplomatiques (trois questions objectives : détermination du champ, configuration des rapports de puissance dans ce champ, technique de guerre ; et trois questions subjectives ou « idéologico-politiques » : reconnaissance réciproque, ou non, des unités, rapports entre politique intérieure et extérieure, sens et buts de cette dernière) ; en troisième lieu, la mise en forme des réponses à ces questions dans l'étude des systèmes internationaux — ensembles organisés en fonction de la compétition entre leurs unités — et dans la typologie de ces systèmes (pluripolaires et bipolaires). L'analyse des systèmes a été très poussée aux Etats-Unis, vers la fin des années 50. Mais celle de Raymond Aron est doublement originale. D'une part, comme il met l'accent sur la *spécificité* des relations internationales, sur la différence fondamentale entre politique extérieure et politique intérieure, entre le type idéal de la conduite diplomatico-stratégique (absence de pou-

voir supérieur aux unités, absence ou faiblesse des valeurs communes) et le type idéal de la conduite que l'on pourrait appeler civique, il prend soin de partir de concepts propres aux relations internationales, alors que ses collègues américains partent souvent de « concepts qui s'appliquent à d'autres domaines que celui des relations internationales » [5], tels que puissance et conflit. Raymond Aron, lui, prend soin de spécifier la différence entre la « politique de puissance » dans un milieu que domine le risque de recours à la force par les unités en compétition, et l'usage du pouvoir de contrainte au sein d'une collectivité par l'Etat qui en a le monopole, et il distingue aussi les tensions et conflits — matière première de toute société — des guerres — conflits violents entre unités politiques. D'autre part, la conception que Raymond Aron a des systèmes et de leur force contraignante ou déterminante par rapport aux unités qui en sont les éléments constitutifs est beaucoup plus modeste que celle d'un Morton Kaplan par exemple.

C'est là l'autre face de son entreprise théorique. Nul n'a montré de façon plus convaincante l'impossibilité de parvenir ici à un « système hypothético-déductif... dont les relations entre les termes (ou variables) revêtent... une forme mathématique » [6] ; et cela, parce qu'à la différence d'autres actions, celle du diplomate et du soldat n'a pas de « fin rationnelle » [7] comparable à celle du joueur de football (gagner) ou des sujets économiques (maximiser les satisfactions). Il en résulte, d'abord, que la théorie ne saurait guère aller au-delà d'une « analyse conceptuelle » qui a pour objet de « définir la spécificité d'un sous-système, (de) fournir la liste des principales variables, (de) suggérer certaines hypothèses relatives au fonctionnement d'un système » [8]. Il en résulte ensuite que cette théorie ou conceptualisation est beaucoup plus difficile à séparer de l'étude sociologique et historique concrète (dont dépend l'intelligibilité des conduites des acteurs, de leurs calculs de forces et des enjeux des conflits), que dans le cas de la théorie économique : comprendre un système, ce n'est pas saisir les règles d'un jeu entre entités abstraites, x, y ou z, mais savoir quels sont les traits originaux d'Etats nationaux bien différenciés, par exemple. C'est pourquoi les systèmes sont « au sens épistémologique du terme, indéfinis » : « d'aucune théorie on ne saurait déduire comme conséquence nécessaire la mise à mort industrielle de millions de Juifs par les hitlériens » [9], ni d'ailleurs les relations interindividuelles ou interétatiques qui constituent le commerce pacifique entre les collectivités. Autrement dit, la conceptualisation de Raymond Aron mène à la théorie de ce que Rousseau avait nommé « l'état de guerre », non à celle de la société transnationale ou du système économique mondial, qui obéissent à d'autres règles, à une autre logique ; et même dans son domaine légitime elle ne permet pas de saisir, à elle seule, le comportement des acteurs.

Lorsque Raymond Aron traite de celui-ci, ses analyses semblent se rattacher à l'école « réaliste », école illustre et vénérable, puisque l'on peut compter parmi ses membres le père fondateur de l'étude des relations internationales, Thucydide, Machiavel, Hobbes, le sociologue Max Weber tant admiré par Raymond Aron, et, parmi les contemporains, Morgenthau, E.H. Carr, le théologien protestant américain Niebuhr, et George Kennan : nécessité du calcul des forces, rôle déterminant de la force parmi les éléments de la puissance, permanence des ambitions nationales et des périls pour la survie, impératif de l'équilibre, impossibilité d'une « morale de la loi » et d'une paix par le droit, sagesse d'une morale de la responsabilité plutôt que d'une éthique de la conviction, importance des facteurs géopolitiques dans la détermination des objectifs des Etats, rôle primordial de ceux-ci parmi tous les acteurs sur la scène du monde, possibilité de concevoir la politique comme « l'intelligence de l'Etat personnifié » (plutôt que comme celle d'une classe ou d'une idéologie, ou comme un processus complexe et indécis), tels sont les points communs à tous les « réalistes ».

Mais, si l'on compare Raymond Aron aux autres, on découvre quatre séries de différences. La plus importante est d'ordre conceptuel. D'une part, comme on l'a déjà vu, Raymond Aron se distingue de Machiavel, Hobbes et Morgenthau en refusant de voir dans la quête de la puissance l'essence de toute politique, en distinguant politique intérieure et extérieure, et aussi puissance comme moyen et puissance comme fin. D'autre part, en ce qui concerne le domaine spécifique des relations internationales, il se méfie de concepts passe-partout qui semblent au premier abord cerner la spécificité de la conduite diplomatico-stratégique, mais se révèlent équivoques ou dangereux à l'analyse. C'est ainsi qu'il pourfend la notion d'intérêt national, clef de voûte de la théorie de Morgenthau, mais formule tirée d'« une pratique et (d') une théorie des époques heureuses », où existait « un code non écrit du légitime et de l'illégitime », alors que dans les périodes révolutionnaires « aucune puissance ne restreint ses objectifs à l'intérêt national, au sens qu'un Mazarin ou un Bismarck donnait à ce terme » [10], et que cet intérêt est alors largement défini en termes idéologiques.

La critique des concepts trop abstraits et simplistes est liée à un trait essentiel du « réalisme » aronien : il renoue avec Thucydide en plongeant en quelque sorte la théorie dans l'histoire, afin de veiller à ce que celle-là n'aille jamais au-delà de ce que celle-ci enseigne, et ne soit pas plus rigide et plus prescriptive que ce que l'histoire permet : sur ce point, le contraste avec les ambitions normatives et la volonté de prévision des théoriciens américains est frappant. Il s'agit aussi de soumettre les concepts généraux à la critique de l'histoire. Pour Raymond Aron, la théorie

devait à la fois compléter, et s'insérer dans la « sociologie historique » des relations internationales. C'est l'histoire, en effet, qui montre la nature indéfinie des systèmes. Raymond Aron a toujours rejeté les déterminismes et les thèses « monistes » qui cherchent à expliquer des phénomènes complexes par un seul facteur [11]. Il a toujours cherché à séparer les causes profondes des accidents, et à montrer comment s'opérait la conjonction de séries historiques distinctes. « Le cours des relations internationales reste suprêmement historique, en toutes les acceptions de ce terme : les changements y sont incessants, les systèmes, divers et fragiles, subissent les répercussions de toutes les transformations..., les décisions prises par un ou quelques hommes mettent en mouvement des millions d'hommes et déclenchent des mutations irréversibles... » [12]. C'est dans *Les guerres en chaîne* (1951), lorsqu'il analysa les origines et la dynamique de la guerre de 1914, qu'il a le plus puissamment montré comment un « raté diplomatique » et une « surprise technique » se sont conjugués pour produire une catastrophe dont personne ne voulait, et une « guerre hyperbolique » entièrement imprévue. Plus tard, il devait, dans son livre sur la diplomatie américaine, montrer à la fois le caractère inévitable de la guerre froide, et le côté beaucoup plus accidentel de certains de ses développements.

Une troisième différence importante porte sur l'idée, si fréquente chez les « réalistes », du primat de la politique extérieure. Un théoricien américain contemporain, Kenneth Waltz, que l'on peut rattacher à cette école a, pour édifier une théorie rigoureuse des relations internationales [13], voulu ramener celle-ci à l'étude des rapports entre la structure du système (définie comme la distribution de la puissance entre les unités) et les relations que celles-ci ont les unes avec les autres : ce qui revient à exclure toute considération de ces « sous-systèmes » que constituent les régimes politiques et économiques, les rapports sociaux, les idées, au sein des unités. Raymond Aron — même s'il a parfois, comme dans *République impériale*, traité trop rapidement des déterminants intérieurs d'une politique étrangère — a affirmé que « la théorie des relations internationales ne comporte pas, même dans l'abstrait, une discrimination entre variables endogènes et variables exogènes » [14]. C'est « la parenté ou, au contraire, l'hostilité des régimes établis dans les Etats » [15] qui dicte la distinction importante entre systèmes homogènes et systèmes hétérogènes (empruntée à P. Papaligouras) — une distinction qui résulte de l'idée que « la conduite extérieure des Etats n'est pas commandée par le seul rapport des forces » [16] : les objectifs sont partiellement fixés par la nature du régime et par son idéologie. L'issue des conflits limités de l'ère nucléaire n'est pas, elle non plus, dictée par le seul rapport des forces, comme l'a montré la guerre du Vietnam : là, c'est l'impossibilité de parvenir au « but politique » — un gouvernement sud-vietnamien capable de se défendre seul — qui a entraîné la défaite militaire du plus fort [17].

Raymond Aron, lorsqu'il analyse le poids des circonstances intérieures dans les relations internationales, souligne particulièrement deux points. Le premier est l'importance de la nature du régime : contrairement à ce qu'ont dit certains « pseudo-réalistes », la politique étrangère de l'URSS diffère profondément de celle de la Russie des tsars [18]. Depuis *Le grand schisme* (1948) jusqu'au texte encore inédit, et inachevé, qui devait servir de préface à une nouvelle édition de *Paix et guerre*, Raymond Aron a soigneusement étudié les particularités de la politique soviétique et les différentes interprétations qui s'entrechoquent à ce sujet. Le second point est le lien inextricable entre guerres civiles et guerres interétatiques (encore un point de contact avec Thucydide) : « on ne saurait imaginer une diplomatie non violente tant que l'on n'a pas éliminé la violence de la politique intra-étatique » [19]. C'est pourquoi il s'est tant intéressé à la théorie et à la pratique de la guerre révolutionnaire (en particulier dans les chapitres sur Lénine et Mao du second volume de *Clausewitz*), et aux facteurs de conflit internes dans les différents pays du Proche-Orient, la zone de turbulence la plus dangereuse.

La dernière différence entre Raymond Aron et les « réalistes » contemporains a trait aux rapports entre le système interétatique et le système économique mondial. En ce qui concerne ce dernier, les réalistes ont, en gros, eu tendance soit à le négliger dans la mesure où (comme au XIX^e siècle) l'économie relevait beaucoup plus de la société transnationale, c'est-à-dire des rapports d'échange entre individus et groupes privés, que des relations entre Etats, soit à l'annexer à la conduite diplomatico-stratégique, dans la mesure où (comme lors du mercantilisme) c'étaient les relations entre Etats qui la constituaient ; en d'autres termes, l'analyse se faisait alors en termes de puissance (plutôt que de richesses), de jeu à somme nulle (plutôt que de croissance), de conflit pour les ressources (plutôt que de coopération et d'échanges) et de règles du jeu imposées par l'Etat le plus fort dans son intérêt propre. Raymond Aron n'a jamais rédigé une étude systématique de l'ordre économique mondial, comparable à *Paix et guerre*. Mais, dans la mesure où, ici et là, il en a traité, il a abouti à des conclusions bien plus nuancées. D'une part, il a bien vu que même pendant l'ère libérale c'était la puissance économique dominante — l'Angleterre — qui avait fixé les règles du jeu monétaire et commercial ; mais, d'autre part, il a reconnu que, dans la mesure où le système économique est bien un système interétatique, il est partiellement indépendant du système diplomatico-stratégique (la logique que suit la puissance dominante — Angleterre au XIX^e siècle, Etats-Unis depuis 1945 — n'est pas le simple prolongement de la logique de la force militaire), et ne se laisse pas réduire aux règles quasi belliqueuses du mercantilisme (le système de l'étalon-or, puis celui de Bretton Woods ont permis l'essor des rivaux de l'Angleterre puis des Etats-Unis).

Ces remarques de Raymond Aron ne coïncident pas non plus avec les théories de ce que l'on pourrait appeler « l'école de l'interdépendance », néo-réalistes américains qui, eux aussi, soulignent la différence entre l'action stratégique liée au recours à la force, et l'action économique entreprise (non seulement par les Etats mais aussi par d'autres acteurs : compagnies multinationales, organisations internationales) dans des domaines où ce recours n'a pas de sens. La différence entre les pionniers de l'interdépendance et Raymond Aron tient moins à un désaccord sur la théorie qu'au scepticisme de Raymond Aron quant à ce que l'on pourrait appeler l'idéologie sous-jacente à cette théorie : celle d'un « dépérissement des souverainetés » [20], d'une sorte de pacification progressive des relations internationales par extension du domaine de la « politique de l'interdépendance complexe », d'une perte progressive d'importance du système diplomatico-stratégique, d'une réglementation croissante de l'ordre mondial grâce aux « régimes internationaux ». Pour Raymond Aron, les contraintes qui limitent certaines souverainetés sont ou bien (celles du marché mondial) volontairement acceptées, ou bien imposées par les plus forts ; et c'est toujours le système interétatique fondé sur les calculs de force qui domine dans la société internationale, même si dans la réalité quotidienne la « grande guerre » est moins probable, et les contraintes modératrices de l'interdépendance économique sont plus sensibles.

Alors que le rapport de Raymond Aron aux réalistes « purs » et aux néo-réalistes est complexe, son opposition à la conception marxiste-léniniste et à cette forme de marxisme dilué qu'est « l'école de la dépendance » est extrêmement nette. Tout comme il a mis à mal le concept de l'intérêt national, il a, à bien des reprises, démantelé la théorie léniniste de l'impérialisme, à la fois en insistant sur les faiblesses du raisonnement (enchaînement de postulats dont chacun était à la fois en contradiction avec les faits et pas nécessairement lié aux autres) et en montrant que les phénomènes que cette théorie prétendait expliquer (conquêtes coloniales, ou guerres entre puissances impériales) avaient bien d'autres explications. C'est ce même refus d'une « dialectique inexorable, passant par-dessus la tête des hommes », au lieu d'étudier « l'action de certains hommes et de certains intérêts » [21], qui se manifeste dans sa critique de la théorie de l'exploitation de la périphérie par le centre. Celle-ci lui paraît doublement discutable : dans la mesure où l'exploitation économique n'est nullement prouvée partout (dans certains cas la « périphérie » a plus bénéficié que souffert des capitaux investis par le « centre »), et dans la mesure où cette exploitation est un phénomène distinct de la domination politique. Ainsi, dans ce domaine comme dans tous les autres, Raymond Aron restait fidèle à la conception qu'il avait exposée dans son *Introduction à la philosophie de l'histoire* (1938) : on ne peut appréhender l'histoire dans sa totalité,

on ne peut qu'étudier des fragments du réel, et chercher à saisir les rapports entre eux. Mais s'il fallait de la sorte résister à la tentation globalisante, au risque de mener à un certain éparpillement des analyses, et d'aboutir à des forêts de points d'interrogation, on n'en devait pas moins dégager la logique et les causes des différents types de conduite, et chercher à les rendre intelligibles.

III

Nul n'a cherché avec plus de persistance à comprendre l'ère nucléaire des relations internationales — à saisir la mesure dans laquelle l'invention des armes de destruction totale révolutionnait la politique mondiale. Avec Bernard Brodie, il a été le premier à définir le sens de cette révolution : la possibilité donnée à l'Etat qui possède un arsenal nucléaire sérieux de *détruire* l'Etat et la société ennemis, sans avoir d'abord, comme dans le passé, à obtenir la *défaite* des forces armées de l'adversaire.

L'essentiel de la contribution de Raymond Aron à notre connaissance de cette ère nouvelle consiste en trois séries d'analyses : les ambiguïtés de la dissuasion, la persistance de Clausewitz, la nécessité et l'originalité de la guerre froide. Commentateur et critique inlassable des auteurs et acteurs américains qui mettaient en forme et en œuvre la stratégie de la dissuasion, Raymond Aron a toujours su qu'une des conséquences de l'apparition des armes de la « destruction mutuelle assurée », un des effets de ce que McGeorge Bundy vient d'appeler la « dissuasion existentielle » [22] (par contraste avec les doctrines stratégiques de dissuasion), était que dans le domaine des armes thermonucléaires stratégiques la notion d'équilibre des forces ne se réduit pas à un calcul simple des engins à la disposition des Etats rivaux. « L'équilibre de la dissuasion est assuré quand chacun des détenteurs a la même capacité que son rival de dissuader agression directe ou provocation extrême » : ce qui signifie, en premier lieu, que la nature des armes (leur capacité de survivre à une première frappe, et de pénétrer les défenses de l'adversaire) importe davantage qu'une égalité comptable ; en second lieu, que, « la dissuasion étant une relation entre deux volontés, l'équilibre de la dissuasion est un équilibre psycho-technique » [23] : la volonté ou la résolution compte autant que la crédibilité technologique ; en troisième lieu, que « le recours aux alliés pour rétablir un équilibre compromis appartient au passé » [24] : si l'un des deux Grands pouvait soit désarmer soit détruire l'autre sans être détruit ou gravement endommagé en retour, le fait que la victime a une cohorte d'alliés importerait peu ; en quatrième lieu, que la « crédibilité d'une dissuasion suppose une référence à l'ensemble de la conjoncture et ne se réduit jamais à un simple calcul militaire » : il s'agit de

savoir « qui peut dissuader qui, de quoi, par quelles menaces, en quelles circonstances » [25]. On est dans le domaine de l'art politique. Une cinquième conséquence de la révolution nucléaire, c'est que des armes aussi terribles, mais dont l'emploi expose celui qui a recours à elles à des représailles peut-être intolérables, ne constituent pas de très bonnes armes d'intimidation politique : « le chantage nucléaire, ou l'emploi de la menace nucléaire avec fin positive, n'appartient pas à l'univers mental des hommes d'Etat... Ces armes servent à anéantir l'intention positive (réelle ou supposée) de l'agresseur » [26].

Donc la dissuasion n'est pas une science exacte, et pas seulement parce que la volonté y joue un rôle majeur (d'ailleurs conforme à l'idée clausewitzienne de la guerre). En matière de dissuasion, « il est impossible, par définition, d'écarter un danger sans en accroître un autre » [27]. Plus la menace est terrible — plus on menace l'adversaire d'une destruction totale — et moins elle est vraisemblable, puisque chacun des ennemis a les moyens de la « destruction mutuelle assurée », même après avoir subi une première frappe. Mais plus on s'efforce de rendre la menace crédible, en se donnant les moyens d'effectuer des attaques nucléaires limitées, et particulièrement ceux qui permettraient (comme dans la guerre classique) de frapper d'abord les forces adverses, plus on risque de rendre la guerre elle-même concevable (et cela — ajouterai-je — d'autant plus que celui dont une bonne partie des forces stratégiques sont vulnérables aux coups de l'autre aura peur de les perdre s'il ne les utilise pas le premier). La menace suprême est fort dissuasive, dans l'abstrait, mais peu crédible, puisque suicidaire ; la menace anti-forces est fort crédible (surtout avec la révolution récente de la précision) mais moins dissuasive. Veut-on en renforcer l'aspect dissuasif, en accroissant le risque de l'escalade (la version nucléaire de ce que Clausewitz appelait l'ascension aux extrêmes), par exemple en ajoutant des armes nucléaires tactiques aux armes stratégiques, « là encore, une antinomie surgit... Tout ce qui accroît la probabilité de l'ascension à l'avance contribue à la dissuasion, mais rend aussi, par définition, plus difficile la limitation de la guerre qui aurait, malgré tout, commencé » [28]. Ou encore : en bref, l'escalade est à la fois un danger auquel on veut parer » (en cherchant à maintenir des seuils, des paliers, des distinctions entre la guerre conventionnelle, la guerre atomique tactique, la guerre nucléaire stratégique limitée, et la « destruction mutuelle assurée ») « et une menace à laquelle on ne peut ni ne veut renoncer » [29].

Dernière antinomie, et non la moindre : plus la dissuasion joue au niveau global, plus la stabilité (définie comme « une situation dans laquelle les duellistes sont incités impérieusement à ne pas utiliser leurs armes parce qu'ils détiennent tous deux la capacité de se détruire et qu'ils ne possèdent ni l'un ni l'autre la capacité de se

désarmer » [30] existe au niveau supérieur, moins la stabilité régnera aux niveaux inférieurs ; moins les Grands seront tentés de recourir à l'arme suprême, plus ils se sentiront libres d'employer les armes classiques — à moins, encore une fois, de multiplier les risques de l'escalade ; mais dans la mesure même où la menace d'ascension aux extrêmes devient moins crédible et ressemble donc davantage à un bluff, elle ne garantit pas la stabilité au niveau inférieur.

C'est surtout pour cela que l'on peut parler de la persistance de Clausewitz. Raymond Aron a toujours affirmé que les armes nucléaires avaient pour effet, non pas de supprimer mais de décentraliser la violence, et cela de deux façons. D'abord, en découpant en quelque sorte le système global en sous-systèmes, dont chacun a sa configuration et ses règles propres, et ses propres facteurs de violence interétatique (cette fragmentation du système est d'autant plus remarquable que l'autre grande révolution contemporaine, tant soulignée par Raymond Aron, était justement l'élargissement du champ diplomatique au monde entier ; du fait de la révolution nucléaire, ce champ se décompose en morceaux en quelque sorte moins dangereux pour l'ensemble, mais plus belliqueux, et la « diplomatie totale » caractéristique d'un système planétaire hétérogène se prête ainsi, malgré tout, à une certaine limitation des enjeux et des moyens). En second lieu, cette décentralisation de la violence armée prend la forme de la violence intra-étatique, parfois fomentée, et souvent exploitée, par la rivalité des Grands. Dans ce monde complexe, où il a fallu, suivant la formule de Raymond Aron, sauver la guerre (ou plutôt les guerres : limitées, entre Etats, et civiles, souvent illimitées) afin de sauver l'humanité (de la guerre nucléaire peut-être totale), la notion d'un équilibre global des forces compte toujours, celui d'un équilibre régional encore plus. Mais il faut comprendre que l'issue des conflits armés ne dépend pas du rapport des forces thermo-nucléaires (sur ce point Raymond Aron se distingue nettement de certains auteurs américains, comme Paul Nitze, qui semblent penser que ce rapport détermine le résultat des affrontements régionaux ; l'analyse très nette de la guerre de Corée, qui « n'a pas été influencée par l'armement nucléaire des Etats-Unis » [31], et l'analyse fort nuancée que Raymond Aron donne de la crise des fusées de 1962 à Cuba [32] montrent bien ses doutes à cet égard) ; et dans le calcul des forces interviennent bien des facteurs autres que les facteurs purement militaires, comme Clausewitz l'avait compris [33].

Si la révolution nucléaire — malgré tout ce qui tend à l'affaiblir, ou plutôt à la minimiser (comme le retour à la possibilité de stratégies nucléaires antiforces) et à miner la stabilité de la dissuasion au niveau global (comme la vulnérabilité nouvelle de pans entiers des forces stratégiques) — assure encore la paix au niveau global, ainsi que la paix en Europe (où le risque d'escalade en cas de guerre conventionnelle reste énorme), alors que la violence est en quelque sorte

préservée et même démultipliée aux niveaux inférieurs et dans d'autres parties du monde, une conclusion s'impose : c'est ce que j'ai appelé plus haut la nécessité de la guerre froide, ou, pour reprendre la formule que Raymond Aron a employée dès *Le grand schisme*, « paix impossible, guerre improbable ». Dans ce système, il y aura encore des guerres comme celles de Corée, du Vietnam, du Moyen-Orient. Mais d'une part celles-ci restent limitées : la guerre de Corée parut « un tournant » puisqu'elle ne devint pas hyperbolique ; « pour la première fois dans leur histoire, les Etats-Unis renonçaient à une victoire d'anéantissement » [34] ; du coup, une paix négociée redevient possible. D'autre part, au niveau global, c'est la crise entre les Grands qui se substitue à la guerre (tous les affrontements armés ont eu lieu entre tiers, ou entre un Grand et un allié ou client de l'autre). Dans la crise se mêlent « la casuistique de la coopération » et « la casuistique de la dissuasion » [35], et c'est l'idée de l'intérêt commun à ne pas s'entre-détruire qui l'emporte. C'est pourquoi la guerre froide, conséquence inévitable de l'hétérogénéité et de la bipolarité, doit être analysée comme profondément différente de la guerre : « je m'efforce de maintenir, contre une opinion dominante, que la guerre froide n'est pas une guerre au sens de Clausewitz », puisque la caractéristique de la guerre, c'est « l'emploi *prédominant* de la violence physique » [36]. Même si « le brouillage de la ligne de séparation entre la paix et la guerre » est évident, la paix n'est pas devenue la continuation de la guerre par d'autres moyens. Bien que les armes thermonucléaires ne soient pas « un instrument diplomatique utilisable en tout temps et en tout lieu » pour empêcher les agressions, « pour l'avenir prévisible il est probable... que la guerre générale et totale n'aura pas lieu » [37].

IV

Raymond Aron a toujours estimé que l'analyse théorique et sociologique des relations internationales débouchait inévitablement sur des « conseils, plus ou moins incertains, ou des préceptes fondés sur des régularités ou des évidences » [38]. L'indétermination même de la conduite diplomatico-stratégique permet de soulever « le problème machiavélien », celui des moyens légitimes, et « le problème kantien », « celui de la paix universelle » [39]. Les « implications normatives » de la théorie de Raymond Aron sont en quelque sorte définies par l'antinomie de l'histoire violente et de l'idéal pacifique, par la contradiction entre les contraintes qui pèsent sur l'homme d'Etat, responsable des intérêts de son pays dans un monde où le recours à la force reste possible et légitime, et l'exigence morale qui proteste contre l'anarchie sanglante du milieu international et aspire à la paix universelle.

Raymond Aron n'a jamais examiné de façon systématique les possibilités qui subsistent pour une sorte de conciliation entre cette exigence et ces contraintes. Agacé par la sorte d'idéalisme qui offre des recettes pour sortir de l'anarchie en supposant le problème résolu, et qui ignore superbement l'énorme poids des contraintes, désireux de montrer l'insigne faiblesse du droit international et le peu de chances du fédéralisme planétaire, sceptique même quant à la contribution que pourrait apporter à la pacification de l'humanité la négociation pour la maîtrise des armements des Grands, méfiant envers les « belles âmes » dupes de leurs propres illusions, dédaigneux des conseils d'action qui cherchent à réformer la conduite d'une nation en agissant sur un seul facteur interne, sans comprendre le lien entre différents facteurs internes et externes, et les effets pervers de l'action sur un seul [40], apparemment persuadé de l'amoralisme de Thucydide (je le suis beaucoup moins), décidé à limiter lui-même sa « liberté de critique » à l'égard des hommes d'Etat « en posant la question : à sa place, qu'est-ce que je ferais » [41] (ce qui risque de priver le commentateur de toute perspective ou distance, péril inverse de celui des idéalistes situés à Sirius), Raymond Aron a en quelque sorte bridé ses propres inclinations kantienne. Libéral passionné, mais convaincu de l'impossibilité d'un monde pacifié où les rapports entre groupes humains seraient enfin gouvernés par l'impératif catégorique, et sachant, en bon kantien, qu'il n'y a pas d'obligation morale d'accomplir l'impossible, il a rappelé que, dans le monde tel qu'il est, c'est souvent la violence qui permet, seule, le maintien des valeurs libérales, la survie ou la libération des pays où elles ont pu s'épanouir, la défense contre le totalitarisme [42], plus qu'il n'a cherché à découvrir comment, le monde étant ce qu'il est, citoyens et hommes d'Etat pourraient néanmoins s'en prendre, plus radicalement que dans le passé, aux causes profondes de la violence collective, et consolider les chances d'une paix durable.

Mais ce refus du moralisme, produit partiellement par son mépris pour ceux que Kant appelait les moralistes politiques (c'est-à-dire les idéologues au service du Prince), et partiellement par son scepticisme sur la possibilité d'une politique morale à la Kant, n'est jamais allé jusqu'à l'amoralisme, ou jusqu'à accepter ce que Raymond Aron appelait la morale du combat, « qui commande aux individus courage, discipline, dévouement, aux collectivités respect des engagements et souci de l'honneur » mais « se dégrade aisément en morale du *milieu* » et « n'offrira jamais aucune perspective de paix durable ou d'universalité » [43]. Raymond Aron avait une morale à proposer : ce weberien critique à l'égard du « réalisme » tragique de Weber (pour qui les relations internationales étaient le champ clos d'inexplicables conflits de valeurs, et le devoir de l'homme d'Etat n'était, de ce fait, que de promouvoir les valeurs nationales en assurant la puissance de la nation) croyait à la « morale de la

sagesse », qui tient compte à la fois de l'impératif du calcul des forces, c'est-à-dire du devoir d'égoïsme qui s'impose aux Etats, *et* de l'aspiration à l'universel, c'est-à-dire à la victoire de cette partie de la nature humaine qui n'est pas un « animal de proie » [44].

Ce qui donne des chances à une telle morale, ce qui permet de ne pas traiter la morale du combat comme la seule possible, c'est la distinction, chère à Raymond Aron, entre le rationnel et le raisonnable. La conduite diplomatico-stratégique ne se prête pas au traitement mathématique, il n'y a pas de « parties » ou de jeu à « solution mathématique définissant la conduite rationnelle » [45] ; à l'ère atomique, c'est encore plus vrai, puisque pour les joueurs « la guerre thermonucléaire est l'équivalent d'une perte infinie » et que l'on ne peut pas « calculer la décision rationnelle quand la perte risque d'être infinie ». La partie est « essentiellement historique et psychologique », donc elle « n'exclut pas... une conduite raisonnable » [46] ; au contraire, celle-ci est d'autant plus souhaitable que l'enjeu est la survie de l'humanité, d'autant plus possible que « la stratégie de l'âge thermonucléaire est plus éloignée du modèle de la stratégie rationnelle que celle des millénaires d'armements prénucléaires » [47].

La morale de la sagesse, c'est celle de la modération, que prônaient également Thucydide (à travers les discours de ses personnages) et Clausewitz (tel que l'analyse Raymond Aron, qui le montre à la fois présentant la guerre hyperbolique comme type idéal et comme l'une des réalités historiques, et la subordination de la violence au calcul politique, ainsi que la limitation des objectifs, comme l'autre réalité, la plus souhaitable). Comme Thucydide, Raymond Aron sait que c'est dans les guerres civiles que la modération est le plus exclue, et que c'est lorsque les passions collectives, les idéologies de classes ou de races se substituent à « l'intelligence de l'Etat personnifié » que les chances de la modération disparaissent : « si rien ne garantit la modération des Etats, la politique d'une idéologie personnifiée ou d'une classe salvatrice exclut la mesure et implique la lutte à mort » [48].

C'est pourquoi Raymond Aron condamne, rétrospectivement, la subordination, par les Américains de la Seconde Guerre mondiale, des objectifs politiques aux considérations militaires, et l'objectif allié de la capitulation inconditionnelle de l'adversaire [49]. C'est pourquoi, pour l'avenir, il demande l'abandon d'un tel but même en cas de guerre générale [50], et le maintien des communications entre adversaires « afin d'éviter les erreurs par excès ou par défaut » [51] (à l'âge des armes de « décapitation », c'est un avertissement essentiel). Ce pour quoi Raymond Aron plaide, c'est « l'entendement politique », nécessaire pour limiter les guerres, si elles ont lieu, « freine(r) l'ascension aux extrêmes et ramene(r) vers l'observation armée » [52], et surmonter les crises inévitables.

Donc, à l'ère atomique, c'est la limitation de la violence qu'exige la sagesse. Il faut « tendre consciemment à la localisation géographique et à des objectifs accessibles, sans victoire totale » [53]. En ce qui concerne les armes stratégiques, la sagesse est du côté de la doctrine de la « réplique graduée », plutôt que de celle des « représailles massives » ; car celle-ci risque de ne pas dissuader l'adversaire d'attaques partielles, et, dans ce cas, d'acculer l'homme d'Etat attaqué au choix désastreux : capitulation ou guerre totale et suicidaire. La réplique graduée est une façon d'éviter le tout ou rien ; elle « vise effectivement à réduire au minimum les risques d'escalade et de guerre totale » [54] ; la menace qu'elle constitue est, de plus, moins invraisemblable ; or la dissuasion ne doit pas se fonder sur une menace énorme et peu crédible. D'où l'utilité d'un renforcement des forces conventionnelles qui accroît la crédibilité de la menace d'un recours (limité ou gradué) à l'arme nucléaire. L'escalade, selon Raymond Aron, n'est nullement inévitable dès le premier emploi de celle-ci (et cela d'autant moins que l'évolution technologique mène à des armes plus précises et moins dévastatrices) ; même après un tel recours, il reste des chances pour la sagesse. C'est l'une des raisons pour lesquelles Raymond Aron ne voit pas de contradiction entre une stratégie graduée d'emploi des forces (avec passage, s'il le faut, du conventionnel au nucléaire), et le maintien de la menace du premier recours à l'arme atomique en cas de guerre conventionnelle en Europe. On sait que Robert McNamara et les autres pères de la « réplique graduée » veulent aujourd'hui que les Etats-Unis renoncent à cette menace, parce qu'ils croient que le premier emploi, en Europe, mènera à la guerre totale, et qu'une menace, dans ces conditions, cesse d'être vraisemblable [55]. Raymond Aron ne voulait pas y renoncer, parce que (à la différence, aussi, des évêques américains) il ne croyait pas l'escalade fatale (surtout si les armes employées sont les armes tactiques), parce que la menace, même pas totalement crédible, avait l'avantage de maintenir l'incertitude chez l'ennemi (« un élément de bluff me paraît... inévitable dans les crises diplomatiques » [56]), parce que l'abandon de la menace n'éliminerait nullement le risque de la guerre nucléaire, et enfin parce que cet abandon équivaldrait à accepter la défaite plutôt que de recourir aux armes nucléaires : ce qui n'est ni entièrement plausible, ni désirable.

La défense de la réplique graduée (pour la menace et l'emploi) a amené Raymond Aron à prendre une attitude assez critique à l'égard de la force de frappe française, de la théorie du pouvoir égalisateur de l'atome chère au général Gallois il y a vingt ans, ou de la théorie de la dissuasion du faible au fort. « Début d'assurance contre l'imprévisibilité de l'avenir diplomatique » [57], elle ne lui en a pas moins paru peu crédible, en tant que force anti-cités, sauf contre une attaque nucléaire contre la France seule, dont « nul (ne) conçoit

la plausibilité » [58]. Or « le destin politique de la France ne se sépare pas de celui du reste de l'Europe occidentale, et la force française à elle seule ne pourrait empêcher la soviétisation de l'Europe » [59]. Aussi l'utilité de la force française, pour Raymond Aron, réside moins dans sa contribution à l'indépendance nationale que dans son apport « à l'efficacité dissuasive de la force américaine » [60] ; elle n'a de valeur que dans l'Alliance ; en dehors de celle-ci, elle ne peut que donner à la France « un sursis » pour s'adapter à la soviétisation...

La réplique graduée, le développement des moyens de mener des guerres, même nucléaires, limitées dans l'espoir d'éviter l'ascension aux extrêmes et la destruction des villes, ne risquent-ils pas de « banaliser » la guerre, de rendre le recours aux armes atomiques plus probable parce que moins terrifiant ? Raymond Aron connaissait l'objection. Mais il y répondait par trois arguments : d'abord, il n'y a pas d'« adieu aux armes » possible à tous les niveaux, le monde étant ce qu'il est ; ensuite, grâce « au paradoxe de notre âge : c'est la possibilité de la violence illimitée qui, sans même que la menace en soit proférée, restreint la violence effective » [61] (on est tout proche, ici, de l'analyse plus récente de Bundy sur les effets de la « dissuasion existentielle ») ; enfin, à partir du moment où, « le principe d'anéantissement » ne s'appliquant plus « aux seules armées, la guerre, même absolue, en vue du désarmement de l'ennemi », ne peut plus « servir d'instrument à la politique » [62], et où les illusions sur la paix par la loi s'évaporent aussi, il existe une chance pour la modération — une chance, lorsque l'enjeu est essentiel, pour mettre en jeu le crédit de l'Etat sans aboutir nécessairement au « paiement en espèces » de la grande guerre, et pour substituer des enjeux limités aux enjeux trop dangereux parce qu'« immatériel(s) et illimité(s) » [63].

C'est justement pourquoi Raymond Aron avait affirmé, lui, le libéral antitotalitaire vigilant — contre ceux qui, aux Etats-Unis, proposaient, hier, envers l'URSS, une « stratégie à la Caton », ou proclament aujourd'hui que seul un changement de régime à Moscou pourrait assurer, à long terme, la coexistence — que « survivre c'est vaincre » [64], et qu'il fallait à l'Occident une « stratégie modérée » [65], sans illusions sur les chances d'obtenir, du dehors, une transformation de ce régime, et visant le triple objectif de la « survie physique par absence de guerre thermonucléaire » globale, de la « survie morale par sauvegarde de la civilisation libérale », et de la paix « grâce à l'acceptation réciproque, par les deux blocs, de leur... droit à l'existence » [66]. C'est aussi pourquoi le risque, certes réel, d'une « explosion suicidaire » [67] issue de guerres limitées, lui paraissait, à la fin de sa vie, moins grave que l'ébranlement intérieur de l'Occident : imprévisibilité des Etats-Unis, malaise grave de l'Allemagne, suicide de l'Europe. Et c'est ainsi que Raymond Aron,

à l'affût des chances de la sagesse, et tout en affirmant le caractère primordial du système interétatique dans la société internationale, en arrivait à reconnaître que l'avenir de ce système, à partir du moment où les armes nucléaires des deux Grands sont dans une certaine mesure neutralisées, dépend avant tout de la politique intérieure, du mouvement transnational des idées et des idéologies, et de l'évolution du système économique mondial.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Dans *Critique*, 1963 (repris, en traduction anglaise, dans mon livre *The state of war*, Praeger, New York, 1965).
- [2] *Paix et guerre* (6^e édition revue et corrigée), Calmann-Lévy, Paris, 1962, p. 28.
- [3] *Etudes politiques*, Gallimard, Paris, 1972, p. 363.
- [4] *Paix et guerre*, *op. cit.*, p. 28.
- [5] *Etudes politiques*, *op. cit.*, p. 362.
- [6] *Ibid.*, p. 358.
- [7] *Paix et guerre*, *op. cit.*, p. 28.
- [8] *Etudes politiques*, *op. cit.*, pp. 366-367.
- [9] *Ibid.*, p. 368.
- [10] *Ibid.*, p. 475.
- [11] *Mémoires*, Julliard, Paris, 1983, p. 293.
- [12] *Etudes politiques*, *op. cit.*, p. 379-380.
- [13] Voir son livre, *Theory of international politics*, Addison-Wesley, Reading, Mass., 1979.
- [14] *Etudes politiques*, *op. cit.*, p. 371.
- [15] *Mémoires*, *op. cit.*, p. 452.
- [16] *Paix et guerre*, *op. cit.*, p. 108.
- [17] *Etudes politiques*, *op. cit.*, p. 548.
- [18] *Ibid.*, p. 433.
- [19] *Paix et guerre*, *op. cit.*, p. 717.
- [20] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *L'âge planétaire*, Gallimard, Paris, 1976, p. 284.
- [21] *Etudes politiques*, *op. cit.*, p. 499.
- [22] « The Catholics bishops and the bomb », *New York Review of Books*, 16 juin 1983.
- [23] *Paix et guerre*, *op. cit.*, p. 669.
- [24] *Ibid.*, p. 670.
- [25] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, p. 247.

- [26] *Ibid.*, p. 242.
- [27] *Le grand débat*, Calmann-Lévy, Paris, 1963, p. 96.
- [28] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, pp. 162-163.
- [29] *Le grand débat*, *op. cit.*, p. 227.
- [30] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, p. 149.
- [31] *Ibid.*, p. 245.
- [32] *Ibid.*, pp. 144-151.
- [33] *Ibid.*, p. 235.
- [34] *Mémoires*, *op. cit.*, pp. 302-303.
- [35] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, p. 164.
- [36] *Mémoires*, *op. cit.*, p. 656.
- [37] *Ibid.*, p. 305.
- [38] *Paix et guerre*, *op. cit.*, p. 563.
- [39] *Ibid.*, p. 565.
- [40] *Etudes politiques*, *op. cit.*, pp. 393-396.
- [41] *Mémoires*, *op. cit.*, p. 644.
- [42] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, pp. 285-286.
- [43] *Paix et guerre*, *op. cit.*, p. 595.
- [44] *Ibid.*, p. 596.
- [45] *Ibid.*, p. 756.
- [46] *Ibid.*, p. 763.
- [47] *Idem.* Voir aussi *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, p. 181.
- [48] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, p. 263.
- [49] *Etudes politiques*, *op. cit.*, p. 452.
- [50] *Ibid.*, p. 490.
- [51] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II., *op. cit.*, p. 183.
- [52] *Ibid.*, pp. 237-238.
- [53] *Etudes politiques*, *op. cit.*, p. 491.
- [54] *Le grand débat*, *op. cit.*, p. 139.
- [55] Cf. Robert McNamara, « The military role of nuclear weapons », *Foreign Affairs*, automne 1983, pp. 59-80 ; George Ball, « The cosmic bluff », *New York Review of Books*, 21 juillet 1983.
- [56] *Mémoires*, *op. cit.*, p. 462.
- [57] *Le grand débat*, *op. cit.*, p. 137.
- [58] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, p. 179.
- [59] *Mémoires*, *op. cit.*, p. 467.
- [60] *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, *op. cit.*, p. 179.
- [61] *Ibid.*, p. 183.
- [62] *Ibid.*, p. 283.
- [63] *Ibid.*, p. 182.
- [64] *Paix et guerre*, *op. cit.*, p. 654.
- [65] *Ibid.*, p. 687.
- [66] *Ibid.*, p. 666.
- [67] *Mémoires*, *op. cit.*, p. 304.